



CDEN du 13 avril 2011

## Déclaration de l'UNSA Education

Les rapports dénonçant une détérioration du service public s'accumulent et tous désavouent le gouvernement dans sa logique de suppressions de postes. La Cour des Comptes avait déjà critiqué une RGPP coupant sans discernement dans les budgets des ministères. Le Centre d'Analyse stratégique (placé auprès du Premier Ministre), dans son récent tableau de bord de l'emploi public relatif aux pays de l'UE et de l'OCDE, présente des conclusions édifiantes avec une France dont le taux d'encadrement est le plus faible tous niveaux confondus et tous établissements confondus. Enfin, le dernier bilan du Médiateur de la République sur le service public regrette notamment les « restrictions budgétaires », le manque de moyens et de personnels qui se traduisent par « un service dégradé, plus complexe et moins accessible ».

Dans tous les cas, le constat est le même: oui, la suppression des emplois dans la fonction publique affecte le service rendu à la population; oui, la politique du gouvernement se fait dans le discernement; non, la France n'a pas trop de fonctionnaires. Contrairement à ce que dit le gouvernement, il y a un lien certain entre le nombre d'emplois publics et la qualité du service public. Il ne pourra pas nier indéfiniment les dégâts d'une politique dont les plus modestes sont les premiers à payer le prix.

Les élèves, les personnels des écoles, collèges lycées subissent ces suppressions d'emplois massives depuis 2003.

Mais rien ne semble vouloir arrêter cette offensive qui, pour l'UNSA Education, est une opération de destruction du système éducatif et de l'École publique.

Dans les écoles, les prévisions sont éclairantes. Le ministère indique qu'avec 2400 élèves de moins en 2011, les écoles privées continuent leur dégringolade démographique entamée en 2008 et 2009. Les écoles publiques, quant à elles, vont devoir accueillir 3900 élèves supplémentaires et subiront 3367 suppressions de postes !

### **Dans le 1er degré:**

Les mesures prévues pour le Puy de Dôme vont se décliner sur la base de ces suppressions votées aux parlements à l'automne: ainsi 35 postes vont devoir être rendus au ministère.

Nous savons bien qu'au final, ce sont les élèves qui seront concernés.

Lors du CTP du 8 avril, les mesures prononcées font état de 18 ouvertures contre 62,75 fermetures et 6 gels.

Parmi ces fermetures, de nombreuses situations vont impliquer des modifications importantes dans le fonctionnement des écoles:

- des classes chargées au-delà du supportable,
- un taux de scolarisation des enfants de 2 ans encore plus bas,
- une dégradation de la prise en charge des élèves en difficulté....

Et que dire des postes dans l'ASH et notamment dans les établissements spécialisés qui voient leur nombre fortement diminué? Que dire de l'enseignement des langues vivantes, de l'accompagnement informatique particulièrement dans le milieu rural, du soutien linguistique aux primo arrivants dans des secteurs à fort besoin? Autant de secteurs dans lesquels les « coupes sombres » qui sont proposées aujourd'hui auront des répercussions sur la qualité des services. Et malheureusement cette liste est loin d'être exhaustive...

Bon nombre des situations que nous avons défendues lors de ce CTP n'ont pas été prises en compte comme par exemple des situations d'ouverture sur les écoles de

- de Bromont la Mothe avec un effectif de 138 élèves pour 5 classes
- de Beauregard-L'évêque avec un effectif de 161 élèves pour 6 classes

ou encore des situations de fermeture injustifiées et incompréhensibles comme à St Rémy sur Durolle ou l'école en Education prioritaire attend 158 élèves pour 7 classes à la rentrée prochaine

### **Dans le 2nd degré:**

Pour les collèges du Puy-de-Dôme, il y aura à la rentrée 2011, selon les prévisions de vos services, un nombre d'élèves quasi identique pourtant 45 ETP disparaîtront. Comment absorber encore autant de suppressions de postes après les purges des années précédentes ?

- Augmentation du nombre d'élèves par division avec calcul sur un seuil de 30 élèves par classe
- Prévisions d'effectifs souvent sous évaluées,
- Stagiaires à 18 heures à la rentrée 2011,
- Baisse du nombre de TZR.

Ainsi 46 divisions seront fermées dans les collèges de notre département. Cette mesure frappe de nombreux établissements. Pour rentrer dans l'épuration fixée par le gouvernement, tous les moyens sont mis en œuvre ; la qualité de l'enseignement dispensé et les conditions de travail des personnels passent au second plan.

Les compléments de service et les BMP se développent entraînant des conditions de travail de plus en plus difficiles qui ne peuvent que déboucher que sur une dégradation de la qualité du service. Les possibilités de mobilité choisies se réduisent fortement du fait des suppressions systématiques des postes devenus vacants. Le grand nombre de mesures de carte scolaire inspire de fortes inquiétudes quant au repositionnement des collègues.

Après quasiment dix ans de rigueur budgétaire, l'Education Nationale n'a plus les moyens :

- de prendre en compte l'ensemble des élèves dans leur diversité et leurs difficultés,
- de former ses personnels correctement aussi bien en formation initiale que continue,
- d'assurer un véritable service de remplacement de qualité.

Les candidats aux concours s'enfuient : 40% en moins sur la dernière session. Le métier n'attire plus. Il faut bien voir dans ces faits les conséquences directes de la mastérisation. Réforme pour le moins calamiteuse qui met les jeunes collègues en réelles difficultés et place les élèves dans de mauvaises conditions d'apprentissage.

En conclusion et à travers les quelques exemples que nous venons de citer, nous dénonçons cette chasse budgétaire qui, on le voit, a exploré sur le plan comptable les moindres recoins du système éducatif.

Les 400 millions d'économies réalisées sur le dos de l'Education nationale apparaissent disproportionnées au regard des milliards concédés ici ou là.

Nos collègues sur le terrain ne sont pas dupes et ont bien compris que le gouvernement faisait des choix, y compris dans le fait d'accorder des primes à l'encadrement pour réaliser cette politique destructrice.

Nous tenons donc à redire avec force aujourd'hui que nous condamnons cette politique qui hypothèque l'avenir de notre pays.

Pour l'UNSA Education, forte de l'appui des « 300.000 engagés » dans la récente pétition pour l'École publique, un changement radical de la politique éducative s'impose.

D'autres choix sont nécessaires pour résoudre véritablement la question des inégalités scolaires, pour permettre la mise en œuvre d'un réel socle commun de compétences et de connaissances pour tous les élèves.

C'est un enjeu fort pour que l'École remplisse ses objectifs d'une École démocratique et ambitieuse.